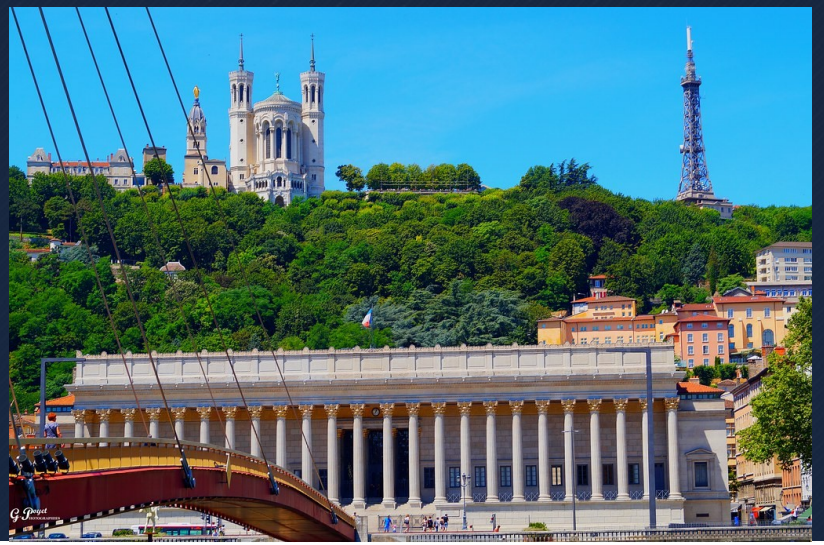
# Reprise de la conduite automobile après lésion cérébrale acquise : le point de vue de l'avocat

- **Forum 2023 France Traumatisme Crânien**
- **Lyon - 24 novembre 2023**


- Me Jean-Michel GRANDGUILLOTTE
  - Avocat au Barreau de Lyon
  - Spécialiste en droit du dommage corporel

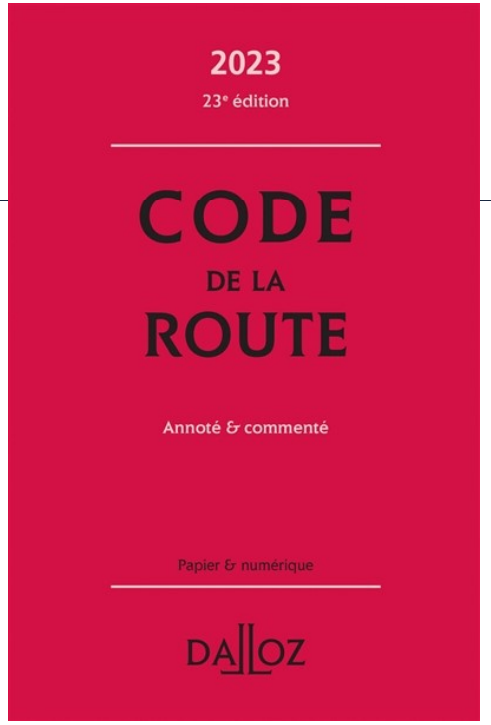



CAB
ARCA
GRANDG
&ASS

# Cadre légal

omme pour toute affection médicale, le patient
érébrolésé est soumis aux dispositions des **articles**
**226-1 et suivants du Code de la route :**

***Le contrôle médical de l'aptitude à la conduite***
***onsiste en une évaluation de l'aptitude physique,***
***ognitive et sensorielle du candidat au permis de***
***conduire ou du titulaire du permis*** »



# En pratique …

Un contrôle effectué par un **médecin agrée** par le Préfet (≠ médecin traitant)

**Possibilité de recours** devant la Commission médicale d'appel

Coût de la visite **36€** (50€ si Commission médicale primaire)

Pas de prise en charge par l'assurance maladie

# Les modalités de l'appel

aisine possible de la Commission médicale d'appel dans les ypothèses suivantes :

- Décision d'aptitude temporaire
- Décision d'aptitude avec restriction d'utilisation
- Décision d'inaptitude

'appel est non suspensif

louvelle demande d'avis médical possible seulement dans un élai de 6 mois

# Fragilité du dispositif

- Pour les personnes déjà titulaires du permis, **pas de déclenchement automatique** de la visite médicale (secret médical ?)

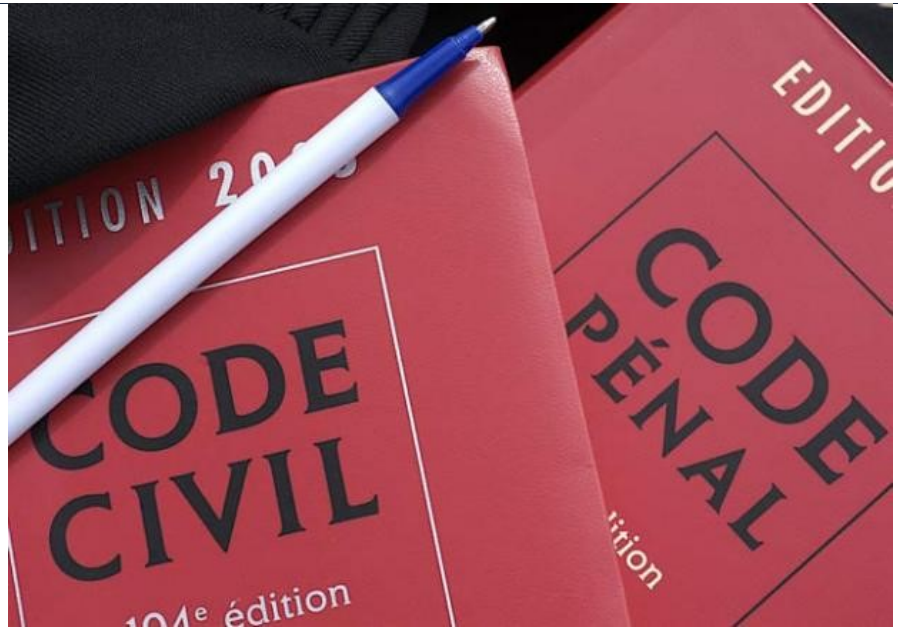
- Repose sur **l'initiative personnelle** de chacun (!)

- QUID des patients anosognosiques ?
- Ou avec troubles dysexécutifs ?

- Importance de l'équipe médicale et des recommandations HAS +++

# Les risques en cas de non-respect des règles

## Droit pénal ≠ Droit civil



# Sur le plan pénal

- Assimilable à une conduite **sans permis ?**
  - Il s'agirait d'un **délit** → Peu vraisemblable sauf si le conducteur était exposé à une décision d'inaptitude médicale (preuve ?)
  - Délit puni **d'un an d'emprisonnement** et de **15 000€ d'amende**

- Assimilable à une conduite **sans permis *valide* ?**
  - Plus vraisemblable
  - Il s'agit d'une **contravention de 4ème classe** qui expose le conducteur à une amende forfaitaire de **135€** ainsi qu'un retrait de **3 points**

# Sur le plan civil

En cas de sinistre, le conducteur s'expose à **l'exclusion de sa garantie** assurance automobile

*Avec comme conséquences*

- Pour le **conducteur lui-même** (et/ou le souscripteur
  - Déchéance de la garantie dommage matériel
  - Déchéance de la garantie individuelle accident

- Pour les **tiers victimes** :
  - Maintien de la garantie… MAIS

# ecours subrogatoire de l'assureur

**rticle R 211-13 du Code des assurances**

**'assureur** qui ne peut pas opposer l'exclusion de
arantie aux tiers victimes, **va devoir les indemniser
our le compte du responsable (décret n°86-21 du
7 janvier 1986)**

peut ensuite exercer un **recours subrogatoire** à
encontre du conducteur fautif (qu'il soit ou pas le
ouscripteur du contrat ou le propriétaire du véhicule)

- Cass 1ère civ, 21 novembre 2000 n°98-13.066

# n conclusion, la prudence est de mise !

i le risque de poursuites pénales reste
elativement mesuré dans ses conséquences
*peine contraventionnelle*)

l en va autrement pour le risque au plan civil
ont les **conséquences financières** pourraient
tre très lourdes pour le conducteur en cas
'accident grave …

# Merci de votre attention…

CAB
ARCA
GRANDG
&ASS